

PROGRAMME ASIE

**ENTRE CULTURE ET PERCEPTIONS :**  
**Interpréter la menace nord-coréenne au**  
**prisme de l'idéologie**

PAR **Christelle CALMELS, Kim YE-JIN et Natacha WAGNER**

ÉTUDIANTES À SCIENCES PO PARIS, CERI

AVRIL 2017

ASIA FOCUS #25

Depuis sa création en 1948, et plus encore depuis la fin de la guerre froide, la Corée du Nord est souvent dépeinte dans la presse occidentale<sup>1</sup> comme un État voyou (*rogue state*), aux intentions floues et désormais à l'arsenal nucléaire inconnu et menaçant. Pourtant, le dilemme de sécurité posé par la Corée du Nord est loin d'être aussi clair qu'on le pense. Il implique d'analyser non seulement ce régime totalitaire mais aussi le système régional Nord-Est asiatique complexe dans lequel il évolue.

Dans cet article, nous sommes ainsi parties du constat qu'il existe un manque de connaissance significatif de la situation sociale, politique et économique de la Corée du Nord (*lack of local knowledge*). Ce constat s'inspire directement du travail de l'économiste japonais Shige Makino, qui souligne dans ses écrits les difficultés rencontrées par les firmes étrangères lorsqu'elles souhaitent s'implanter dans un pays dont elles ignorent les us et coutumes locaux (Makino, Delois, 1996). L'analogie nous paraît faire sens pour comprendre les différents échecs rencontrés par les acteurs internationaux qui ont tenté de résoudre, d'une manière ou d'une autre, le dilemme nord-coréen.

Le régime nord-coréen jouant de son opacité, tant sur le plan médiatique que politique, il est de ce fait compliqué d'obtenir des informations qui permettent d'effectuer une analyse rigoureuse de son mode de fonctionnement.

À l'aune de ces difficultés, nous sommes ainsi conscientes des limites de notre analyse qui s'appuie principalement sur des sources secondaires, provenant d'auteurs français, américains et sud-coréens.

Notre démarche s'inscrit alors dans une approche socio-historique de la Corée du Nord, qui prend sa source en pleine guerre froide. À partir de l'analyse des discours produits par ses dirigeants, nous avons choisi d'axer notre étude sur l'idéologie du Juche. Ce terme est issu de l'expression *juce sasang*, qui signifie littéralement « pensée (*sasang*) du sujet principal (*juce*) », lequel se trouve justement au cœur de la politique nord-coréenne depuis sa formulation par Kim Il Sung<sup>2</sup> à la fin des années 1940. Les différentes composantes de cette idéologie, qui s'appuie avant tout sur un objectif clair d'indépendance de la nation, seront développées tout au long de cet article pour envisager leurs conséquences sur les interactions entre les différents acteurs impliqués.

<sup>1</sup> Voir, par exemple, pour l'année 2016, « La menace nucléaire nord-coréenne » (dossier *L'Express*), « Corée du Nord : la menace d'une guerre nucléaire », « La Corée du Nord menace les Etats-Unis » (dossier *Le Point*).

<sup>2</sup> Nous employons ici, pour transcrire les noms coréens, le système de romanisation révisée officiel, promulgué en 2000 par les autorités sud-coréennes. Nous faisons toutefois une exception pour le nom de famille I, transcrit Lee par souci de lisibilité.

De cette appréhension historique de l'idéologie du Juche découle notre réinterprétation de la menace nord-coréenne : celle-ci ne peut se réduire uniquement à son arsenal nucléaire mais elle doit également intégrer les risques que fait peser le régime sur sa population en termes de sécurité humaine.

Cette réinterprétation s'est faite au prisme d'une épistémologie constructiviste : nous avons ainsi souhaité mettre l'accent sur l'importance du contexte régional Nord-Est asiatique sur le comportement adopté par les dirigeants nord-coréens, ainsi que sur les interactions entre les différents acteurs. Le cadre conceptuel constructiviste s'imposait également puisque notre point de départ était l'idée du juche développée par Kim Il Sung ; cette dernière structure et sous-tend notre analyse. Nous insisterons ainsi sur la démonstration du poids que peut avoir une idéologie sur les relations qu'entretient un État avec ses pairs, mais également sur ses limites. Toute la difficulté a consisté dans cette démarche particulière à appréhender ce concept Juche en ayant un accès très limité aux sources nord-coréennes. Il a donc fallu se concentrer sur les perceptions analysables, à savoir essentiellement celles des acteurs voisins.

Cet article ne prétend pas être exhaustif sur les questions de sécurité nord-coréenne. Il entend plutôt souligner et développer les articulations actuelles les plus saillantes dans les discours et les actions des différents acteurs impliqués. C'est ainsi que nous aborderons successivement l'idéologie sur laquelle repose la survie du régime et sa légitimité ; avant d'en venir à l'étude des conséquences de cette idéologie non seulement sur la Corée du Nord mais également sur la région dans son ensemble ; nous terminerons notre analyse en abordant les raisons de l'échec des négociations avec Pyongyang, ainsi que sur le constat des limites de la littérature existante lorsqu'il s'agit d'envisager la Corée du Nord et son régime sous des angles nouveaux.

## **UNE SURVIE DU RÉGIME REPOSANT SUR LE DÉVELOPPEMENT DE SON ARSENAL NUCLÉAIRE ET SUR L'AIDE INTERNATIONALE**

---

Contrairement aux nombreuses caricatures grossières qui ont été faites du régime nord-coréen, ce dernier ne répond pas à une stratégie irrationnelle de l'utilisation de son arsenal nucléaire. Considérée comme un État voyou par beaucoup, la Corée du Nord se repose sur une idéologie portée par ses dirigeants successifs : le « *Juche* ». À la lumière de cette idéologie, le développement de son arme nucléaire répond alors à un impératif urgent de sauvegarde du régime, qui se matérialise habilement sous la forme d'une stratégie d'agression et de négociation.

## L'idéologie politique de la Corée du Nord : une glorification du « Juche »

L'idéologie politique du régime nord-coréen repose sur le terme de « *Juche* (주체) », élaboré sous la présidence de Kim Il Sung, fondateur de la République populaire de Corée. Figure cruciale des mobilisations pour l'indépendance sous la colonisation japonaise, c'est à cette époque que Kim Il Sung pose les bases de ce concept qui a d'abord pris forme dans les guérillas contre l'envahisseur (Go, 2016).

La doctrine de *Juche* repose ainsi sur un principe d'indépendance politique, d'autosuffisance économique et d'autonomie militaire. C'est donc en mobilisant cette idée que la Corée du Nord justifie depuis toujours l'élaboration de son programme nucléaire. Cet arsenal a pour objectif l'auto-défense du pays et par conséquent son indépendance vis-à-vis des puissances étrangères.

Sitôt la guerre de Corée terminée, Kim Il Sung s'attèle donc à l'élaboration du premier programme nucléaire du pays, suite aux multiples menaces d'attaques américaines. Mais, désireux d'apaiser les relations avec les États-Unis, il se déclare prêt à abandonner son programme et adhère au Traité de non-prolifération (TNP) en 1993 afin de pacifier la péninsule.

En 1994, la politique nord-coréenne prend un tout autre tournant avec l'arrivée au pouvoir de Kim Jong Il. Il insiste alors sur l'acquisition de l'arme atomique dans une volonté de stabilisation de son pouvoir. Ainsi en 1993, alors que Kim Il Sung avait assuré – sans que la communauté internationale ne soit concernée – à Wu Dawei, représentant spécial pour les affaires de la péninsule coréenne, qu'il souhaitait dénucléariser la péninsule, la nouvelle génération en a décidé autrement (Go, 2016 : 63-88). Le programme nucléaire s'intensifie de plus en plus sous la présidence de Kim Jong Il et le retrait du TNP en 2003 en est une bonne illustration.

Kim Jong Eun, qui reprend les rênes du pouvoir en 2011, adopte une stratégie similaire à celle de son père. Désireux de développer économiquement son pays, il consacre cependant une grande partie du budget national à la défense du territoire. Ainsi, la mise en place d'un parapluie nucléaire nord-coréen constitue la priorité de sa politique militaire. L'idéologie de *Juche* est constamment mobilisée par Kim Jong Eun dans ses discours pour justifier l'intensification de son programme nucléaire, comme en témoigne sa déclaration pour la nouvelle année 2016 dans laquelle il a mentionné 11 fois le terme en 28 minutes<sup>3</sup>.

Depuis peu, la Corée du Nord mobilise d'ailleurs tout un ensemble d'expressions particulières se référant à cette acception, telles que « projectile *Juche* », « obus pour la

<sup>3</sup> 김정은원수님께서 하신 신년사 (2016.1.1) (Vœux de Kim Jong Eun pour le nouvel an 2016). In Youtube. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=90lShBu7-Lk>. [Consulté le 28 septembre 2016].

réunification » ou encore pour parler des essais nucléaires, de « moyens puissants et précieux de *Juche* » (Go, 2016 : 65). Dans un communiqué datant du 6 mars 2016 et publié dans le *Rodong Sinmun*, quotidien du parti, le ministre des Affaires étrangères déclare alors :

« Nous avons des armes de pointe qui nous permettent d'attaquer les États-Unis n'importe où et n'importe quand. Nous avons fini de nous doter de projectiles *juche* et de les déployer afin de les lancer ».

Lors de son septième congrès qui s'est tenu en mai 2016, le Parti du travail de Corée a affirmé que le gouvernement continuerait à intensifier la production de ses armes nucléaires tant que les menaces des forces impérialistes ne disparaîtraient pas dans la péninsule coréenne. Il a en outre souligné qu'il n'utiliserait l'arme atomique qu'en cas de violation de sa souveraineté territoriale. Toujours durant cette réunion, Pyongyang a fortement insisté quant à sa position de puissance nucléaire et a fermement rejeté l'idée d'une dénucléarisation ; le but étant de conserver sa position indépendante et autonome face aux forces étrangères (Go, 2016 : 70).

Lorsque Kim Jong Eun mobilise l'idéologie de *Juche* de manière plus systématique que ses prédécesseurs, il sous-entend le risque que son régime pourrait chuter à tout moment. La notion de ce risque est exacerbée par la relation de plus en plus hostile que Pyongyang entretient avec les États-Unis depuis sa déclaration de « *War on Terror* » contre les régimes dictatoriaux. Ne souhaitant pas connaître le même destin que l'Irak, la Libye ou encore l'Afghanistan, Kim Jong Eun cherche à tout prix à préserver le système *Su Ryong* (수령체제). Ce dernier se compose d'un dirigeant politique, nommé *Su Ryong*, qui possède un pouvoir absolu. Cette position de leader, créée par son grand-père Kim Il Sung, semble découler à la fois de sa tradition communiste – notamment du système stalinien et du culte de la personnalité qui semblent l'avoir influencé – mais exprime également sa volonté d'indépendance totale. On pourrait donc voir dans le terme même de *Su Ryong*, qui n'existe qu'en nord-coréen, l'expression à la fois d'une revendication d'indépendance et du caractère inédit du régime ainsi mis en place. Toutes les décisions politiques proviennent de ce dirigeant suprême et les désaccords ou compromis pouvant exister entre les différentes factions du pouvoir sont, de fait, écartés. Ainsi, contrairement au Parti communiste qui détient un véritable pouvoir sur le plan politique et social, le Parti du travail de Corée n'en détient aucun ; il sert seulement de lien entre le *Su Ryong* et le peuple. Un tel système requiert alors une stabilité absolue du pouvoir, qui se transmet de manière monarchique de père en fils. Pour maintenir la cohésion sociale, le Parti cherche à semer dans l'esprit de chacun les graines de l'idéologie *Juche*, essentiellement à travers la propagande d'État (Jung, 2015 : 332) : « Grâce à l'idéologie établie dans la plus pure identité coréenne par notre grand *Su Ryong*, nous ne courbons jamais la tête devant les étrangers, surtout devant une force impérialiste telle que les

États-Unis ». On peut noter dans cette dernière citation la dénomination exacte employée à l'égard du Su Ryong, « notre grand », qui n'est pas sans rappeler un vocabulaire religieux. De plus, l'absence du contrepoids qu'est le parti isolé encore plus le dirigeant dans un halo sacré.

Ainsi, pour défendre le *Juchejeokeuro* (adverbe de *Juche*) contre la première force nucléaire du monde, avec laquelle seul un armistice a été signé pour la guerre de Corée, la Corée du Nord a retenu l'arme atomique comme principal bouclier.

### Une évolution de l'utilisation de l'arme nucléaire en tant qu'outil de négociation

La fin de la guerre froide et la disparition du camp communiste n'ont pas dessiné une situation internationale favorable à la Corée du Nord. Privée de la puissance soviétique qui lui permettait d'opérer un jeu habile avec la protection chinoise, Pyongyang doit désormais faire front seule contre les États-Unis. Dans ce contexte post-guerre froide, Kim Jong Il considère les missiles et le nucléaire comme une nécessité absolue pour assurer sa survie dans un contexte international considéré comme hostile à son régime. Isolée et exposée, la Corée du Nord voit ainsi l'arme nucléaire comme un moyen de chantage (Courmont, 2005 : 10).

Le régime s'en sert alors comme d'un levier de négociation (*Negotiation leverage or bargaining chip*) pour atténuer les tensions avec les États-Unis et garantir sa pérennité (Go, 2016 : 67). Il développe à ce propos une stratégie, nommée *Tong mi bong nam* (통미봉남), qui consiste à dialoguer avec Washington, tout en excluant la Corée du Sud de la discussion. La Corée du Nord ne considère effectivement pas son voisin comme un interlocuteur viable qui aurait un esprit *Juche* à l'égard des Américains.

Les négociations débouchent ainsi sur la possibilité, à partir des années 2000, d'une dénucléarisation nord-coréenne en échange d'une pacification des relations avec les États-Unis. C'est donc la menace nucléaire qui permet à Pyongyang d'obtenir un accord lui étant particulièrement favorable (Courmont, 2005 : 13) :

- « - promesse de non-invasion de la part des États-Unis ;
- garantie de ne plus apparaître sur la liste des États soupçonnés de soutenir le terrorisme international ;
- accord énergétique sur la construction de centrales nucléaires à usage civil ;
- aide économique de la part des puissances régionales et des États-Unis ;
- levée de certaines sanctions commerciales. »

Cette promesse d'accord n'a pas signifié pour autant la fin du conflit. La Corée du Nord a en effet immédiatement effectué son premier essai nucléaire suite aux sanctions financières américaines du 9 octobre 2006 sur la Banco Delta Asia (BDA), banque à

laquelle Pyongyang avait confié sa monnaie. Trois ans après cette première tentative, le 25 mai 2009, le deuxième essai prend cette fois pour cause le discours du président Lee Myung Bak. Ce dernier évoque régulièrement la possibilité d'un changement brusque du régime pouvant entraîner à tout moment sa chute. Cette attitude illustre assez bien le fait que la Corée du Nord n'a l'intention d'ouvrir les négociations qu'à partir du moment où son régime aura la garantie de ne pas être inquiété par ses voisins.

À la lumière de ces événements, le nucléaire, instrument de dissuasion par excellence, constitue donc aussi un formidable outil de négociation agité par Pyongyang devant le nez de ses adversaires. Le régime s'en sert d'ailleurs pour obtenir une aide internationale qui lui est aujourd'hui vitale dans les secteurs énergétique et alimentaire. En effet et comme nous le verrons par la suite, le pays, qui a souffert de nombreuses pénuries, a beaucoup de mal à renouer avec la croissance depuis la chute du régime soviétique. Contrairement à ce qu'elle a pu revendiquer depuis qu'elle a commencé à développer son nucléaire dans un objectif d'« *Energy Sovereignty* », la Corée du Nord n'a jamais été autonome énergétiquement et dépend toujours fortement de la Chine dans ce secteur. Victime d'inondations à la fin des années 1990, elle a vu, impuissante, ses principales centrales engorgées par l'eau et rendues incapables de fonctionner. Faute d'énergie indispensable au pompage de cette eau, les centrales n'ont jamais redémarré pour alimenter le pays en électricité.

Le Sommet intercoréen en 2000 et l'accord du 19 septembre 2005 semblent alors engager la Corée du Nord sur la voie d'une dénucléarisation progressive ; celle-ci étant garantie par la préservation de son autonomie sur la scène internationale, notamment par le biais d'aides substantielles afin de soutenir son économie.

Malgré ces avancées encourageantes, Pyongyang recommence à durcir sa position sur son arsenal nucléaire au milieu des années 2000, à cause du revirement idéologique opéré par Georges W. Bush dans le contexte post-11 septembre. Contrairement aux autres États considérés comme déviants par le géant américain, le régime nord-coréen ne se cache pas de ses progrès dans le nucléaire ; il démontre même par le biais de ses essais qu'il n'est pas prêt à se laisser intimider par la première puissance militaire mondiale (Go, 2016 : 72). Cette particularité de la Corée du Nord lui confère une importance qu'elle ne posséderait pas autrement et lui permet, en s'affichant aussi directement, de réduire les risques d'attaque via le tabou du nucléaire. Refusant catégoriquement une absorption forcée par son voisin sud-coréen sous l'égide américaine, Kim Jong Eun tape ainsi du poing sur la table pour se faire entendre dans les négociations ; le poing étant ici matérialisé par ses essais nucléaires de 2006 et de 2009 (Mason, 2014 : 107, 173).

## UN RISQUE DE FAILLITE DU RÉGIME NORD-CORÉEN TOUT AUSSI INQUIÉTANT QUE SON ARSENAL NUCLÉAIRE

---

Dans la première partie de cet article, nous avons souligné la centralité et les évolutions de la politique nucléaire nord-coréenne au sein de l'idéologie du Juche développée par Kim Il Sung. Nous allons voir dans cette section de quelle manière cette idéologie a affecté l'économie du régime. En s'enfermant progressivement dans une situation d'isolement, la Corée du Nord fait craindre à ses voisins un effondrement de son régime ; l'économie nord-coréenne étant presque exclusivement tournée vers la production militaire, malgré les limites évidentes que cela pose en termes de soutenabilité économique. Si ce scénario est tant redouté par la Chine, le Japon et la Corée du Sud, c'est parce qu'il serait à l'origine d'un profond bouleversement de la région.

### Une chute brutale de Pyongyang pourrait être à l'origine de vagues d'immigration

*Un régime nord-coréen exsangue*

À bout de souffle, la Corée du Nord fait face à un risque humanitaire de grande ampleur qui pourrait aboutir à un afflux de réfugiés dans les pays voisins – la Chine, la Corée du Sud et le Japon (Courmont, 2005 : 10).

Pourtant, telle n'a pas toujours été la situation du pays. En effet, jusqu'aux années 1970, le régime nord-coréen jouit d'un développement industriel supérieur à celui de son voisin du Sud (Ducruet, Gelézeau, Roussin, 2008 : 209). Alliée des régimes communistes durant la guerre froide, Pyongyang bénéficie de l'aide financière de l'URSS et de la Chine, ce qui lui permet d'obtenir un essor économique important durant les années 1950, sous la présidence de Kim Il Sung (Rigoulot, 2001 : 82-89). Mais des difficultés de remboursement de sa dette extérieure commencent à apparaître dès les années 1960 et sont confirmées en 1976 par la demande d'un moratoire, ainsi que par un défaut de paiement en 1980 (Du Puytison, 2015 : 34).

Faisant face à la chute de l'URSS dans les années 1990, Pyongyang, privée de ses grands partenaires économiques, se renferme alors progressivement sur elle-même dans sa doctrine du « Juche ». Les récoltes de céréales deviennent de plus en plus mauvaises à causes d'inondations successives mais Kim Il Sung refuse d'ouvrir son pays à l'économie de marché, provoquant une famine meurtrière (*Arduous March*, 고난의 행군). En 10 ans, le nombre de victimes a ainsi été estimé à environ 2,1 millions de morts par l'Université John Hopkins (Rigoulot, 2001 : 82-89).

Si à la fin des années 1990, la situation semble s'être légèrement améliorée, le pays souffre cependant toujours de pénuries chroniques menaçant constamment la sécurité alimentaire de la population, qui fuit vers les pays voisins. Cette situation est d'ailleurs

dénoncée par Amnesty International et le *Committee for Human Rights in North Korea*, qui accusent le gouvernement de « crime contre l'humanité » (Chubb, 2010 : 38-39).

L'arrivée de Kim Jong Il au pouvoir en 1997 est ainsi marquée par la croissance du phénomène migratoire, ce qui le pousse à engager des réformes pour enrayer ce dernier. On peut alors observer une ouverture timide de l'économie nord-coréenne avec la dévaluation du Won en 2002, qui s'accompagne d'une certaine libéralisation du marché (Peron-Doise, 2005 : 49). La création d'une zone économique spéciale intercoréenne (Kaesong) en 2000 représente également un pas en avant vers l'ouverture du pays<sup>4</sup>. Cependant, la Corée du Nord n'arrive pas à se réformer à cause de la perte de ses soutiens soviétiques et d'une aide chinoise limitée. Le régime est alors tiraillé entre l'ouverture à l'international, qui d'un côté lui permettrait de redresser son économie, mais de l'autre qui mettrait aussi en danger son emprise idéologique sur la population, ainsi que la poursuite de sa doctrine du Juche. Si la seconde option a été préférée aux vues de l'accroissement de son arsenal nucléaire, cela s'est produit au détriment de son industrie qui souffre des sanctions économiques en découlant et de ses infrastructures vétustes. Ce retard de l'économie nord-coréenne est particulièrement visible dans le cas de ses ports marchands. Inadaptés à une économie maritime mondialisée, ils ne peuvent accueillir que des navires de taille réduite, dont la gestion des marchandises se fait manuellement, faute de matériel (Ducruet, Gelézeau, Roussin, 2008 : 210). Ces ports souffrent également des sanctions économiques et des politiques internationales qui ont contribué à réduire leurs activités.

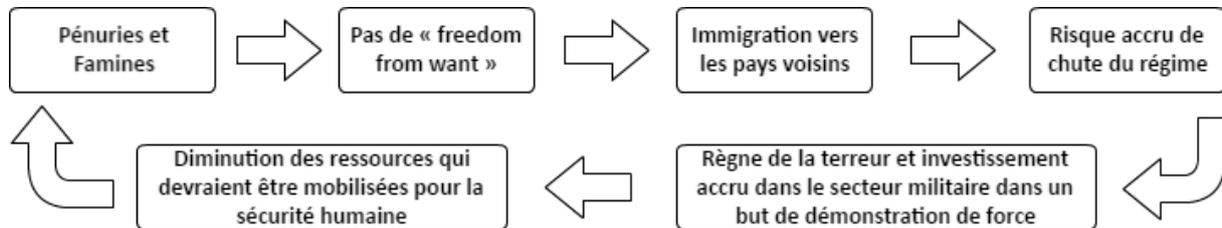
Si l'arrivée au pouvoir de Kim Jong Eun en 2011 a laissé espérer un possible renouveau économique dicté par le pragmatisme du jeune dirigeant, ce dernier semble néanmoins faire face aux limites posées par soixante années d'application de la doctrine du Juche. Le pays, qui bénéficie pourtant d'une situation géographique et démographique avantageuse – richesse des ressources halieutiques et abondance de minerais (Ducruet, Gelézeau, Roussin, 2008 : 210), population jeune, docile et éduquée (Du Puytison, 2015 : 28) –, n'arrive pas à se réformer. Cela est notamment à l'origine de sa dépendance croissante envers le voisin chinois (Du Puytison, 2015 : 38).

La doctrine du Juche constitue ainsi un échec cuisant de la politique de Pyongyang, qui continue par contre à investir massivement dans son arsenal militaire (Peron-Doise, 2005 : 51)<sup>5</sup>. Privilégiant ainsi la sécurité nationale sur les droits humains (cf. schéma), la Corée du Nord s'enfonce dans une spirale d'insécurité humaine qui ne fait que renforcer l'insécurité nationale en affaiblissant le pays (Park, 2013 : 4).

<sup>4</sup> « Corées : Le Site industriel de Kaesong, un poumon économique pour la péninsule », in *L'express* (4 avril 2013). En ligne : [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/asie/corees-le-site-industriel-de-kaesong-un-poumon-economique-pour-la-peninsule\\_1237373.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/asie/corees-le-site-industriel-de-kaesong-un-poumon-economique-pour-la-peninsule_1237373.html) [Consulté le 30/10/2016].

<sup>5</sup> La CIA estime ainsi à 1/3 du revenu national les dépenses militaires du régime.

*Cercle vicieux dans lequel s'est enfermé Pyongyang selon Kyung-Ae Park (2013 : 29) :*



*Corée du Sud, Chine et Japon : premiers concernés par l’immigration nord-coréenne*

La chute du régime nord-coréen serait à l’origine d’un exode de réfugiés en direction de la Corée du Sud, de la Chine et du Japon. La fuite vers la Corée du Sud est ainsi envisagée par de nombreux nord-coréens, du fait des conditions d’accueil du pays qui se sont assouplies : les réfugiés peuvent y acquérir légalement la citoyenneté depuis 1997 (Colin, 2011 : 88). Concernant la Chine, elle accueille déjà une forte communauté d’immigrés nord-coréens – appelés *Chaoxianzu* – dans le Nord-Est de son territoire depuis 1995. Cette population est évaluée à environ 1,9 millions de personnes, qui conservent des liens économiques avec la Corée du Nord tout en étant intégrées dans la société chinoise, notamment par le biais du mariage (Colin, 2011 : 89).

Au Japon, les communautés nord-coréennes connaissent plus de difficultés d’insertion, notamment du fait de leur activisme politique qui sera abordé dans la suite de cet article.

Si les trois pays accueillent ainsi des communautés nord-coréennes au sein de leur territoire respectif, ces dernières constituent cependant une minorité non susceptible de bouleverser leur équilibre. Mais s’ils doivent faire face à un afflux massif de réfugiés, ce scénario serait capable de remettre en cause la stabilité de la région et des relations entre Pékin, Tokyo et Séoul.

Les trois États continuent donc à perfuser le régime nord-coréen d’aides humanitaires et de partenariats économiques, malgré la menace d’utilisation de l’arme nucléaire que laisse planer Pyongyang. Le maintien d’un *statu quo* semble ainsi être pour l’instant la solution qu’ils ont adoptée. Les raisons apparaissent cependant propres à chacun.

## L'intérêt des États voisins à maintenir un *statu quo*

### *La Chine : principale alliée politique et économique de la Corée du Nord*

Cela fait maintenant une quinzaine d'années que la Chine a intensifié ses échanges avec la Corée du Nord. Pékin est aujourd'hui considérée comme le premier partenaire économique du gouvernement nord-coréen, en investissant majoritairement dans « l'extraction minière, l'industrie légère, les services, l'industrie lourde et les infrastructures de transport » (Colin, 2011 : 87). Si la Chine s'obstine à faire affaire avec ce voisin instable et ambivalent, c'est parce que la perspective d'un arrêt des échanges aurait pour conséquence immédiate la chute de Pyongyang. En effet, privé d'un partenaire économique vital et d'un allié politique de taille contre les sanctions américaines, le régime nord-coréen serait destiné à une faillite inévitable.

Cette faillite aurait des conséquences importantes pour la Chine car outre les afflux massifs de réfugiés dans le Nord-Est de son territoire, elle risquerait aussi de faire face à une absorption de la Corée du Nord par la Corée du Sud. Or, une Corée unifiée et soutenue par l'allié américain pourrait bouleverser l'équilibre de la région en défaveur de Pékin (Colin, 2011 : 82).

C'est en cela que le soutien économique et politique chinois envers Pyongyang prend tout son sens. Pékin maintient sa « suprématie sur l'échiquier extrême oriental » (Riotto, 2014 : 185) en adoptant une position paternaliste envers la Corée du Nord, dans le but de préserver les équilibres en sa faveur. Ainsi, si le régime nord-coréen n'a pas encore été traduit devant le Conseil de sécurité des Nations unies, c'est parce que son « grand frère » chinois s'y oppose fermement depuis toujours (Peron-Doise, 2005 : 44). Michel Korinman parle de « progressive « tibétisation » de l'« allié » » pour décrire cette stratégie chinoise d'enveloppement et de contrôle de la Corée du Nord, dans le but de prévenir sa chute (Korinman, 2014 : 21).

Malgré les discours fermes et accusateurs tenus à plusieurs reprises par Xi Jinping à l'encontre du comportement déviant de Pyongyang, l'aide chinoise n'est donc pas prête de s'arrêter de sitôt. En effet pour Pékin, la stabilité de la région passe avant la non-prolifération dans la hiérarchisation de ses intérêts (Bondaz, 2012 : 74).

### *Le Japon : un voisin au positionnement ambivalent envers la Corée du Nord*

Le Japon entretient pour sa part une relation beaucoup plus complexe et conflictuelle avec la Corée du Nord. Il s'agit probablement du pays de la région possédant la position la plus ambivalente à l'égard du régime nord-coréen. En effet, le passé colonial japonais et les vexations multiples subies par le peuple coréen - qui sont allées jusqu'à la privation totale de son identité -, ont considérablement joué dans l'élaboration de la doctrine de « Juche » nord-coréenne. Ce lourd passif est ainsi difficile à oublier par les

deux parties et il façonne les relations qu'elles entretiennent. Celles-ci sont ainsi ponctuées de tentatives de rapprochements et de ruptures brutales des relations diplomatiques et économiques (Riotto, 2014 : 182).

La communauté nord-coréenne installée au Japon est ainsi celle qui s'est la moins bien intégrée, du fait des nombreuses démonstrations de défiances à son encontre, non seulement de la part du gouvernement de Tokyo mais également de la société. À cet égard, Ra Mason parle d'« anti nord-coréanisme » pour décrire le phénomène de discrimination subie par les nord-coréens (Mason, 2014). La Corée du Nord se retrouve ainsi diabolisée dans le discours des élites mais également des médias japonais, ce qui amplifie la perception de menace.

Selon les médias japonais, la menace nord-coréenne se situe autant à l'intérieur, qu'à l'extérieur de son territoire. En effet, les populations immigrées sont dépeintes comme étant un groupe à « haut risque » pour la stabilité économique, sociale et politique du Japon (Mason, 2014 : 27). Elles sont discriminées et se voient refuser certains droits accordés aux citoyens japonais, tel que celui d'occuper un emploi public<sup>6</sup>. C'est ainsi que les *chosensoren* – nom attribué aux 200 000 membres de l'association générale des nord-coréens résidant au Japon<sup>7</sup> – sont accusés de nombreux maux. On leur reproche une certaine complicité dans les multiples enlèvements de Japonais qui ont suscité une vive émotion dans l'opinion publique nipponne (Mason, 2014 : 124-125). Mais ils sont également soupçonnés de contribuer aux trafics de drogues et d'armes depuis le Japon, ainsi que de financer à distance le régime nord-coréen<sup>8</sup>.

Nous pourrions alors supposer qu'il n'est pas dans l'intérêt du Japon que Pyongyang s'écroule subitement car il devrait faire face à un accroissement considérable de sa population d'immigrés nord-coréens, susceptibles de déstabiliser d'autant plus le pays. Ce scénario provoquerait consécutivement un accroissement du sentiment de défiance des Japonais à leur égard mais il pourrait également modifier l'équilibre interne du pays. En effet, de minorité stigmatisée à minorité visible, les *chosensoren* auraient l'occasion d'acquérir un poids politique non négligeable si leur nombre venait à augmenter subitement. La chute du régime nord-coréen signifierait également la

<sup>6</sup> "Discrimination Against Koreans in Japan: Japan's Violation of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination", *Lawyers Association of Zainichi Koreans (LAZAK) Shadow Report to the 7<sup>th</sup>-9<sup>th</sup> Periodic Reports of Japan*, 85<sup>th</sup> Session of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Geneva, 11-29 August 2014. En ligne : [http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CERD/Shared%20Documents/JPN/INT\\_CERD\\_NGO\\_JPN\\_17768\\_E.pdf](http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CERD/Shared%20Documents/JPN/INT_CERD_NGO_JPN_17768_E.pdf) [Consulté le 30/10/2016].

<sup>7</sup> "General Association of Korean Residents in Japan (Chosen Soren)". In *GlobalSecurity.org*. En ligne : [http://www.globalsecurity.org/intell/world/dprk/chosen\\_soren.htm](http://www.globalsecurity.org/intell/world/dprk/chosen_soren.htm) [Consulté le 04/09/16].

<sup>8</sup> CHANLETT-AVERY Emma, "CRS Report for Congress. North Korean Supporters in Japan: Issues for U.S. Policy". In *The National Committee on North Korea*. En ligne : [http://www.ncnk.org/resources/publications/CRS\\_Chosen\\_Soren\\_2003\\_RL32137.pdf](http://www.ncnk.org/resources/publications/CRS_Chosen_Soren_2003_RL32137.pdf) [Consulté le 04/09/16]. p.4,5,7.

possibilité d'une Corée réunifiée, pouvant devenir à terme un concurrent économique redoutable ; une situation que le Japon cherche à éviter (Riotto, 2014 : 192).

Pourtant, le Japon durcit de plus en plus sa position et ses déclarations publiques envers la Corée du Nord. Il se range également derrière des États-Unis vis-à-vis de la menace de la dynastie Kim et du développement de son arsenal nucléaire. En 2003, Tokyo considère ainsi le retrait de la Corée du Nord du TNP comme étant une « source principale de préoccupation » (Mason, 2014 : 53). Le gouvernement nippon a aussi déjà interrompu la majorité de ses trafics maritimes avec Pyongyang depuis 1998 (Ducruet, Gelézeau, Roussin, 2008 : 214). En 2009, les contre-mesures japonaises envers les essais nucléaires nord-coréens atteignent alors leur paroxysme (Mason, 2014 : 173).

La position du Japon concernant la Corée du Nord demeure donc résolument différente de celle de ses voisins. Le pays oscille entre punitions et rapprochements avec Pyongyang, ce qui a pour effet de brouiller sa politique vis-à-vis de cette dernière. Nous retiendrons que, malgré l'opprobre jeté par Tokyo sur Pyongyang, le gouvernement nippon n'a pas intérêt à une chute brutale du régime nord-coréen et se positionnerait donc pour l'instant plutôt en faveur d'un statu quo.

#### *La Corée du Sud : entre fantasme de réunification et réalité*

La question de la réunification est toujours très prégnante au sein de la population et du gouvernement sud-coréen. Ainsi, le pays œuvre politiquement en ce sens, comme en témoigne la « *sunshine policy* » initiée par Kim Dae Jung en 1998. Cette réunification n'est alors pas envisagée sous la forme d'une chute du régime nord-coréen qui serait absorbé par son voisin du Sud, mais plutôt sous celle de rapprochements progressifs entre les deux Corées (Bleiker, 2010 : 22). Si la « *sunshine policy* » s'est terminée sous la présidence de Lee Myung Bak en 2007, cette idée de réunification progressive reste encore très présente, du fait des difficultés que pourrait rencontrer la Corée du Sud face à l'effondrement brutal de son voisin.

C'est la raison pour laquelle depuis 1998, Séoul abreuve Pyongyang d'une aide économique considérable (Mens, 2009 : 30). Si cette aide peut sembler contradictoire au premier abord – pourquoi soutenir un régime que l'on voudrait voir disparaître ? –, elle se justifie parfaitement par sa comparaison avec le coût faramineux qui résulterait d'une réunification précipitée, assumée par Séoul. Ainsi, comme le souligne Danielle Chubb, « la crainte de voir [son] propre bien-être menacé » (Chubb, 2010 : 49) l'emporte sur la volonté de réunifier le pays.

De plus, un fossé culturel semble s'être inexorablement creusé entre les deux Corées. La Corée du Nord est restée fortement attachée à son histoire et vit dans un traditionalisme

que l'on pourrait considérer d'un autre temps, alors que la Corée du Sud se projette vers l'avenir et s'est ouverte au monde globalisé dans lequel elle évolue. Si les deux pays gardent en commun une conception très forte de l'identité coréenne et un attachement à leurs racines et traditions, ils se sont cependant engagés dans deux voies distinctes, compliquant ainsi les désirs de réunification (Giblin, Gelézeau, 2011 : 62). Ce fossé culturel était particulièrement visible lors du concert pour l'Unification qui s'était tenu à Pyongyang en 2003, durant lequel un boys-band sud-coréen s'était produit devant une foule nord-coréenne partagée entre l'incompréhension et le mépris (Epstein, 2010 : 88).

Il reste donc encore un long chemin à parcourir avant d'aboutir à une réunification des deux Corées. En attendant, la stratégie employée par la Corée du Sud repose sur une volonté de maintenir le *statu quo* actuel ; cela tant que les conditions ne sont pas optimales pour une réunification réussie et surtout, entièrement maîtrisée par Séoul. Séoul se positionne ainsi comme second partenaire économique de Pyongyang, afin de tenter du mieux qu'elle peut de maintenir l'économie nord-coréenne à flot (Ducruet, Gelézeau et Roussin, 2008 : 209).

## **UN MANQUE DE COORDINATION INTERNATIONALE : COMPRENDRE LES ENJEUX LIÉS A LA CORÉE DU NORD**

---

À la lumière de l'idéologie nord-coréenne, comme des peurs et inquiétudes suscitées chez ses voisins, se dessine donc un dilemme de sécurité bien différent de la traditionnelle vision américaine du risque nucléaire. Selon cette dernière, il faudrait éliminer ce risque par la menace de représailles armées et par la tentative d'un changement de régime ; théorie à laquelle de moins en moins d'États semblent adhérer, Corée du Sud en tête (Jung, 2015 : 79). Si la question du nucléaire fait bien partie des problèmes posés par la Corée du Nord, elle n'en est pas l'unique clef de lecture, comme démontré dans la seconde partie de l'article. Sa résolution, si elle n'a pu être obtenue jusqu'à présent, dépend sans aucun doute de la situation régionale que nous allons à présent approfondir. Cette partie se propose ainsi, à partir d'une étude de cas rassemblant les principaux acteurs concernés par la Corée du Nord, d'envisager de nouveaux angles d'éclairage de la situation nord-coréenne, tout en explorant davantage le contexte dans lequel évolue la recherche sur la question.

### **La fin du rôle du groupe des Six dans les négociations sur le nucléaire nord-coréen et trois raisons possibles d'un tel échec**

Il faut commencer par rappeler combien la faillite du régime nord-coréen, aussi simple qu'elle puisse paraître, n'est pas aujourd'hui la solution la plus souhaitée par ses voisins directs. L'attitude de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud à cet égard n'est compréhensible que dans ce contexte politique. Ainsi, les négociations à six telles

qu'elles ont été pensées en 2003, suite à la sortie de la Corée du Nord du TNP, n'ont pas suffisamment tenu compte de l'urgence humanitaire que représentait le pays, ainsi que du *statu quo* que cela impliquait. Ces pourparlers débutés à l'initiative de la Chine - en réponse à une situation d'urgence suite à la reprise du programme nucléaire nord-coréen-, s'inscrivent donc d'abord quelque peu dans la précipitation. Ils n'ont pas offert à la Corée du Nord les conditions de négociation idéales, causant son retrait de la table le 13 avril 2009 à la suite de la condamnation par le Conseil de sécurité de l'ONU de ses tirs de fusées<sup>9</sup>.

Nous nous proposons d'avancer plusieurs raisons à cet échec en dégagant trois variables – la perception, l'attitude et la situation régionale – qui nous ont semblé pertinentes pour penser les comportements des différents acteurs. La première est celle d'une dissension fondamentale de perception de la Corée du Nord au sein des cinq membres qui accompagnent les négociations. La seconde est celle de l'approche paternaliste adoptée par la Chine, en contradiction avec l'idéologie « *juche* » définie dans notre première partie. Enfin, et cette dernière raison est fondamentalement liée aux deux autres, la nécessité du maintien du *statu quo* telle qu'elle apparaît aux grandes puissances de la région a miné tout effort de négociation pour tenter d'abaisser les tensions autour du nucléaire.

### *Divergences de perceptions*

Il a été relevé dans la partie précédente les différentes attitudes adoptées au niveau régional pour considérer Pyongyang, qu'il s'agisse du point de vue chinois, japonais ou sud-coréen. Il convient de rajouter dans cet échec des pourparlers à six deux acteurs internationaux tout aussi impliqués, que sont les États-Unis et la Russie.

Comme une réminiscence de la guerre froide, la table des négociations à six fait s'asseoir face à face les trios Chine-Corée du Nord-Russie et Japon-Corée du Sud-États-Unis, alors même que la configuration du système international a changé et que nous sommes sortis de la dynamique bipolaire (Badie, 2016). Cette dernière avait contribué à la guerre de Corée et avait longtemps empêché toute idée de réconciliation. Cette configuration, qui paraît témoigner d'un processus incrémental, semble à la fois effacer les cinquante dernières années et ignorer des différences de perception fondamentales des acteurs impliqués.

Ainsi, la Corée du Sud n'envisage pas la Chine, la Russie et la Corée du Nord comme des menaces directes (Peron-Doise, 2005 : 52). Aujourd'hui, et comme déjà expliqué, ce qui

<sup>9</sup> Pour un récapitulatif des étapes-clefs du nucléaire nord-coréen, voir l'édition en ligne du *Nouvel Observateur* <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20160106.AFP2041/la-coree-du-nord-et-le-nucleaire-les-etapes-cles.html> (Consulté le 25/09/2016).

préoccupe bien plus le gouvernement sud-coréen est plutôt la possible crise humanitaire qu'entraînerait une chute de son voisin. De plus, depuis que Washington a avancé la notion de « *Coalition of the Willing* » et « d'alliance d'opportunité », le rassemblement historique du trio se trouve fragilisé et Séoul se trouve ainsi moins encline à suivre la ligne américaine sans discuter.

Il faudrait également ajouter à ce tableau la politique inconstante des États-Unis à l'égard de Pyongyang, (Peron-Doise, 2005 : 52). En effet, Washington oscille entre la volonté d'isoler complètement le « royaume ermite » et la tentative d'entreprise de négociation multilatérale, comme ces pourparlers à six. Durant ces négociations, Christopher Hill, - secrétaire d'État américain assistant pour les affaires d'Asie de l'Est et du Pacifique sous l'administration Bush -, siège face au vice-ministre des Affaires étrangères chinois Wu Dawei.

Kim Joon Hyung propose ainsi de penser les dissensions qui habitent l'alliance au sujet de la Corée du Nord à la lumière de trois paradoxes principaux. Le premier est celui qui lie les États-Unis et la Chine : la relation entre les deux grandes puissances balance entre la création d'un G2 interdépendant, issu de la politique chinoise du « *peaceful rising* », et un rééquilibrage des forces en faveur de Pékin, au détriment de Washington. Or dans ces négociations, si les États-Unis ont affiché d'autres objectifs que la seule dénucléarisation - à commencer par un plus grand respect des droits de l'Homme -, la Chine a quant à elle refusé d'aborder tout autre sujet, notamment celui d'un possible *regime change* de Pyongyang.

Le second paradoxe est régional. D'une part, on assiste à un réarmement d'un Japon, qui est en réalité bien plus préoccupé par les enlèvements de ses ressortissants emmenés en Corée du Nord (Wall, 2006), par la résurgence de conflits territoriaux (notamment en mer de Chine) et par le renforcement des alliances militaires. D'autre part, les pourparlers à six et d'autres tentatives de discussion multilatérale – on pourrait néanmoins les qualifier plutôt de « minilatérales » – ont vu le jour, en contradiction avec l'attitude défensive des États évoquée ci-dessus.

Enfin, la péninsule coréenne représente un dernier dilemme bien connu : vaudrait-il mieux conserver deux Corées séparées mais qui signeraient enfin une paix durable ou, si la réunification était inévitable, vaudrait-il mieux poursuivre les menaces et plans de renversement du régime nord-coréen (Kim, 2015 : 61) ?

À la lumière de ces dilemmes, il apparaît évident que les négociations à six reflètent une difficulté à trouver un positionnement, tant chaque État est ancré dans ses propres préoccupations. Par conséquent, leur échec n'est pas une surprise.

*Le refus par la Corée du Nord de tout paternalisme*

Une autre raison de cet échec tient sans doute dans la question des paternalismes qui sous-tendent ces négociations, en contradiction complète avec la doctrine de « *juche* » portée par la Corée du Nord. En premier lieu, le gouvernement de Kim Jong Eun refuse de communiquer véritablement avec la Corée du Sud, dans la mesure où il la considère comme subordonnée aux États-Unis ; de ce fait, Pyongyang préfère s'adresser directement à Washington. On peut donc avancer sans trop de doute que les négociations à six ont été plutôt pensées à cinq du côté nord-coréen. Cependant, si l'on pourrait qualifier la relation entre Washington et Séoul comme celle de supérieur à subordonné, Pékin a également tenté cette approche vis-à-vis de Pyongyang. Il faut d'abord noter que la Chine est à l'origine des pourparlers à six et a proposé dès le début des négociations par la « Wang Yi Initiative », qui envisage une « voie parallèle de dénucléarisation et de traité de paix » (Jung, 2015 : 78). Cette proposition a été refusée par la Corée du Sud et les États-Unis, qui souhaitaient une dénucléarisation préalable aux pourparlers.

Par cette politique, Pékin a cherché à installer un climat de confiance, qui en réalité manque à sa relation avec la Corée du Nord. Jouant un rôle-clef dans la conservation du régime nord-coréen, la Chine se perçoit elle-même à travers le « *tuogu* » (concept classique) du « *tianxia* » (littéralement : tout ce qui est sous le ciel), terme soulevé par Xue Litai pour penser la politique chinoise envers la Corée du Nord (Bondaz, 2012 : 75). Or, il s'agit là d'un type de « *misperception* », la reconstitution historique au sens où l'entend Robert Jervis. Dans ce cas précis, cela signifie que les dirigeants chinois s'appuient sur une croyance historique préexistante - celle de l'empire chinois à qui appartient tout ce qui se trouve sous son ciel -, pour l'appliquer à un cas tout à fait contemporain qui ne répond simplement pas aux mêmes logiques (Jervis, 1976). La Corée du Nord est ici sous-estimée, non en termes de dangerosité nucléaire mais en tant qu'État indépendant capable d'initier une politique étrangère propre. Certes, Pyongyang ne paraît pas se conformer à une vision classique des relations internationales. Ce n'est pas pour autant qu'il n'existe pas un raisonnement dans sa politique de va-et-vient constant entre menace et promesse de dialogue, comme la première partie de cet article l'a démontré. Cela explique assez bien le retrait de la Corée du Nord de ces négociations.

*L'effet bloquant du statu quo et le poids de l'histoire*

En définitive, les perceptions se trouvent bel et bien au cœur de la problématique de cet échec des négociations à six. Le *statu quo* provoque ainsi des dynamiques particulières qui empêchent autant les différents voisins de la Corée du Nord que les États-Unis de s'accorder sur une politique cohérente à son égard. L'aspect régional de ce conflit ne doit cesser d'être rappelé, dans la mesure où il s'agit de l'échelle la plus adéquate pour

réfléchir à une véritable solution. Tout espoir de négociation est ainsi abandonné à la faveur d'un *statu quo* essentiel à la stabilité de la région.

Le poids de l'histoire joue également un rôle, comme peut l'attester l'échec de la signature en juin 2012 d'un accord militaire entre la Corée du Sud et le Japon. Une heure avant la signature, Séoul se retire de l'alliance sous l'impulsion de la nouvelle présidente Park Geun Hye. Cette dernière - par le passif de son père dictateur et du fait des reproches d'être pro-Japon envers l'ancien président ayant initié la proposition -, craint de se voir accusée de collaboration japonaise - insulte suprême en Corée du Sud (Korinman, 2014 : 12) -, alors même qu'elle partage cette idée sur le fond. Au profit d'une stabilité intérieure comme extérieure, les négociations font donc face à un certain nombre de blocages importants, de la part des dirigeants comme des populations concernées.

### Repenser la résolution du conflit nord-coréen

La question décisive porte donc sur l'évolution de la définition de ce *statu quo*. Sur ce point, l'univers théorique déployé pour envisager le « royaume ermite » pourrait être repensé de façon significative pour ne pas reproduire l'échec des négociations à six, y compris par ses voisins asiatiques directs. Encore trop attachée à l'école américaine des relations internationales du fait de son lien politique, militaire et économique (Han, 2011 : 113-124), la Corée du Sud, pourtant la plus concernée, peine elle-même à sortir des sentiers battus occidentaux. Parmi ses chercheurs, les initiatives originales et détachées du grand allié américain sont encore peu nombreuses, même si elles ont tendance à se multiplier depuis la *Sunshine Policy* initiée par Kim Dae Jun. Roland Bleiker dégage ainsi avec clarté les deux types d'attitude traditionnellement portées à l'égard de la Corée du Nord. En premier lieu, un traitement réaliste fondé sur les sanctions économiques et la menace militaire essentiellement défendu par les États-Unis et le Conseil de sécurité de l'ONU. En second lieu, une politique d'engagement fondée sur le postulat libéral qu'une ouverture des échanges finit par mener à la paix démocratique – on retrouve ici la *Sunshine Policy* sud-coréenne (Bleiker, 2010 : 21-22).

Pour sortir de ces deux voies théoriques insuffisantes pour traiter la question, nous proposons en dernière analyse d'ouvrir de nouvelles pistes de réflexions autour de la question humanitaire, pour enfin donner une nouvelle voix à la Corée du Nord et travailler à son intégration progressive dans le système international.

*Apporter une réponse humanitaire : offrir de véritables capacités à la Corée du Nord*

L'extraordinaire précarité dans laquelle le peuple nord-coréen est plongé apparaît comme une évidence aujourd'hui. Elle a encore été rappelée par le régime lui-même dans le journal *Rodong Sinmun* en mars 2016, qui déclare : « Il est possible que nous

soyons à nouveau contraints de nous nourrir de racines de végétaux ». La famine qui se profile en Corée du Nord cette année, comme celle qui a eu lieu dans les années 1990, trouve en partie sa source dans l'isolement dans lequel est placé le pays du fait de sanctions économiques successives et de son idéologie de « *juche* ». Or, loin de faire régresser le pouvoir totalitaire de Kim Jong Eun, ces sanctions ont plutôt pour effet de le renforcer et ont tendance à repousser la négociation (Bleiker, 2010 : 25).

Il existe un débat très dense en analyse des conflits aujourd'hui qui oppose un certain nombre de chercheurs estimant que les aides humanitaires assurent la survie du régime et ne font que prolonger la souffrance de la population ; il faudrait par conséquent les interdire complètement. Nous souhaitons défendre ici l'autre hypothèse. Certaines ONG internationales, comme Médecins sans frontières, se sont ainsi retirées de la Corée du Nord à cause d'un manque de visibilité vis-à-vis des bénéficiaires de l'aide. Pour autant, l'aide humanitaire apparaît comme l'un des seuls points d'entrée à un progressif recul de l'isolement dans lequel a été plongé le pays. Cette dernière ne peut pas seulement consister en une aide alimentaire ; elle peut également être énergétique, en permettant par exemple la création de centrales pour que le pays puisse d'acquérir son indépendance énergétique vis-à-vis de la Chine, et ainsi se défaire de cette relation de subordination qui ne fait que maintenir le *statu quo* dans la région.

Comme nous l'avons déjà signalé, l'idéologie « *juche* » est la principale cause de cet enfermement dévastateur mais paradoxalement, elle est aussi son principal outil de négociation. Elle tient à la fois de l'argument massue à effet bloquant et de la justification de l'existence du régime.

*Donner une voix à la Corée du Nord : vers une « culture de la réconciliation »*

« Qui, parmi les décideurs et les experts ès sécurité, fait l'effort d'imaginer comment les menaces sont perçues par les Nord-Coréens ? » (Bleiker, 2010 : 26), interroge Roland Bleiker, lorsqu'il envisage les possibles négociations avec un pays trop souvent envisagé comme un bloc agenouillé derrière son leader. La première solution envisagée pour apaiser la situation semble la mise en place d'un partenariat entre la Chine et les États-Unis. Ce partenariat pourrait avoir des effets positifs, dans la mesure où le regard des dirigeants chinois sur Pyongyang est plus nuancé et permettrait aux diplomates américains de porter un autre regard sur la situation ; à l'inverse, les États-Unis apparaîtraient peut-être moins hostiles au régime nord-coréen s'ils passaient par l'intermédiaire de la Chine.

Le premier véritable besoin est celui d'une coordination, afin que le gouvernement nord-coréen prenne le parti de s'ouvrir économiquement sans se sentir menacé. Cela implique de renoncer à une politique de menace de changement de régime. Si la *Sunshine Policy*

paraît avoir échoué du fait du nouveau renforcement nucléaire de Pyongyang, cet échec est en partie dû aux signaux contradictoires envoyés par la politique américaine, restée campée sous George W. Bush dans la stratégie d'isolement du « *rogue state* ». La politique d'Obama, moins incisive, repose bien plus sur une « patience stratégique » évoquée plus haut, qui consiste à attendre que la Corée du Nord vienne d'elle-même. Malgré tout, les États-Unis ont poursuivi une politique de sanctions, dont nous avons démontré l'inefficacité. À l'orée des prochaines élections, on peut s'attendre à un nouveau durcissement de leur attitude envers la Corée du Nord, qui risque d'aggraver la situation.

Cette politique d'influence libérale initiée par la Corée du Sud a ouvert la voie mais n'est pas suffisante pour traiter avec la Corée du Nord. Malgré tout, derrière l'idée de « normaliser » les relations avec Pyongyang, se trouve le désir sous-jacent de la faire disparaître en l'intégrant à ses propres normes au profit d'une identité unique.

Sous couvert d'une stratégie qui relève beaucoup plus du soft power, on souhaite en réalité « remporter la victoire sans combattre » (Bleiker, 2010 : 28) et annihiler l'ennemi en le dépouillant du sens même de son identité. À long terme, la stratégie de la Corée du Sud est donc celle d'une « absorption » (Kim, 2001 : 21). Qu'elle advienne ou non dans un futur plus ou moins lointain, la préoccupation principale ne porte pas sur ce point mais sur la capacité de la population nord-coréenne à s'assumer économiquement pour éviter une catastrophe humanitaire.

Pour ce faire, il faut bien qu'il y ait un processus d'intégration exécuté de façon coordonnée par toute la communauté internationale. On est d'ailleurs en droit de s'interroger : la réunification est-elle souhaitable ? En observant la situation actuelle, elle n'apparaît pas comme une solution véritablement envisageable. On pourrait dès lors songer à d'autres formes de réconciliation. D'abord par la culture entre les deux Corées pour « dé-diaboliser » le voisin ; acte qui a commencé à s'esquisser par exemple dans les films ou dans les manuels scolaires sud-coréens, qui reconnaissent enfin le rôle des factions communistes coréennes dans la résistance contre la colonisation japonaise.

Il serait également possible de penser la relation Nord-Sud à travers d'autres formes. Ainsi, la Corée du Nord avait proposé dans les années 1960s-1970s de former un système fédératif composé de deux régions, proposition qui avait été refusée par Séoul du fait de dynamiques propres à la guerre froide. À présent que la configuration du système international a changé, ce type de solution médiane pourrait avoir une chance de revenir sur la table des négociations.

L'accession à la présidence des États-Unis de Donald Trump en janvier 2017 jette néanmoins une vague d'incertitude sur l'évolution prochaine de la situation en Asie

Pacifique. L'un des scénarios probables, dont la première étape a été esquissée avec le retrait des États-Unis du Traité de libre-échange transpacifique, est celle d'une présence américaine décriée dans la région, ce qui renforcerait l'influence de la Chine. Au même moment, Kim Jong Eun annonce que « les États-Unis doivent reconnaître la volonté de réunification du peuple coréen et arrêter de semer les graines de la discorde dans la péninsule, notamment en appuyant certains groupes sud-coréens opposés à la réunification ». Il réitère ainsi fermement son opposition à l'immixtion des États-Unis dans les affaires coréennes. D'un autre côté, le discours prononcé par Kim Jong Eun le 1<sup>er</sup> janvier 2017<sup>10</sup> affiche une tentative de modifier, dans son vocabulaire, la doctrine stratégique de la Corée du Nord. Il parle ainsi de ses ancêtres en leur ajoutant un suffixe équivalent en coréen au « -isme » français : « Kim Il Sungisme » et « Kim Jong Ilisme ». Ce changement discursif relègue dans le passé et fossilise la tradition du *juche*. Il reste néanmoins à déterminer si ces nouvelles volontés affichées par le dirigeant nord-coréen se verront traduites en actes. ■

<sup>10</sup> 북한 2017년 김정은 육성 신년사 분석 : 새로운 언어와 이미지의 시도, 그러나 계속되는 고민 (Analyse des vœux de Kim Jong Eun pour le nouvel an 2017 : la tentative d'élaboration d'un nouveaux vocabulaire et d'une nouvelle image, mais une inquiétude persistante), *The Asan institute for policy studies*. En ligne : <http://www.asaninst.org/contents/%EB%B6%81%ED%95%9C-2017%EB%85%84-%EA%B9%80%EC%A0%95%EC%9D%80-%EC%9C%A1%EC%84%B1-%EC%8B%A0%EB%85%84%EC%82%AC-%EB%B6%84%EC%84%9D-%EC%83%88%EB%A1%9C%EC%9A%B4-%EC%96%B8%EC%96%B4%EC%99%80-%EC%9D%B4/>

## BIBLIOGRAPHIE

---

### Ouvrages

BADIE, Bertrand, *Nous ne sommes plus seuls au monde. Un autre regard sur l'ordre international*, Paris, La Découverte, 2016.

COURMONT, Barthélémy, *L'énigme nord-coréenne*, Louvain, Presses de l'Université de Louvain, 2015.

JERVIS, Robert, *Perception and misperception in international politics*, Princeton University Press, 1976.

MASON, Ra, *Japan's relations with North Korea and the recalibration of risk*, Sheffield Centre for Japanese Studies/Routledge Series, New York, Routledge, 2014.

PARK, Kyung-Ae, *Non-traditional security issues in North Korea*, University of Hawai'i Press, 2013.

### Articles de revues

BLEIKER, Roland, « Négocier avec la Corée du Nord ? Questions nucléaires et relations intercoréennes », *Critique internationale* 4/2010 (N°49), pp.21-36.

BONDZ Antoine, « Politique nord-coréenne de la Chine : continuité dans la défense des intérêts chinois », *Monde chinois* 4/2012 (N° 32), pp. 71-80.

CHUBB Danielle, « Le combat des activistes nord-coréens en Corée du Sud », *Critique internationale* 4/2010 (n° 49), pp. 37-51.

COLIN Sébastien, « Péninsule et incertitudes coréennes : quels enjeux géopolitiques pour la Chine ? », *Hérodote* 2/2011 (n° 141), pp. 75-97.

« Corée du Sud-Corée du Nord : des relations influencées par les enjeux géopolitiques locaux et régionaux », *Hérodote* 2/2011 (n° 141), pp. 57-63.

COURMONT Barthélémy, « La stratégie du flou de Pyongyang », *Revue internationale et stratégique* 4/2005 (N°60), pp. 9-18.

DUCRUET César, GELEZEAU Valérie, ROUSSIN Stanislas, « Les connexions maritimes de la Corée du Nord. Recompositions territoriales dans la péninsule Coréenne et

dynamiques régionales en Asie du Nord-Est », *L'Espace géographique* 3/2008 (Tome 37), pp. 208-224.

DU PUYTISON Guylain, « Perspectives économiques et survie de la Corée du Nord », *Monde chinois* 2015/4 (N° 44), pp. 27-40.

EPSTEIN Stephen, « « L'axe du Mal », entre burlesque et carnaval : les images de la Corée du Nord dans la culture populaire sud-coréenne », *Critique internationale* 4/2010 (n° 49), pp. 73-89.

HAN, Jae Yeong, « La Corée et les Etats-Unis : une relation particulière », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* 2011/2 (N°34), pp. 113-124.

KIM, Myong Sob, « Reexamining Cold War History and the Korean Question », *Korea Journal*, 41 (2), 2001, pp. 5-27.

KORINMAN, Michel, « Le Nord aura-t-il, à terme, perdu le Nord ? », *Outre-Terre* 2/2014 (N° 39), pp. 8-28.

MAKINO, Shige, DELOIS Andrew, "Local knowledge transfer and performance: Implications for Alliance Formation in Asia", *Journal of International Business Studies*, Vol.27, No.5, Global perspectives on cooperative strategies (1996), pp. 905-927.

MENS, Yann, « Corée du Nord : chantage à la bombe », *Alternatives Internationales* 9/2009 (n°44), pp. 30-30.

PERON-DOISE, Marianne, « La Corée du Nord en 2005 : décomposition ou ultimes métamorphoses ? », *Revue internationale et stratégique* 1/2005 (N°57), pp. 43-54.

RIGOULOT, Pierre, « Camps, famine et terreur en Corée du Nord », *L'Histoire* 10/2001 (n°258), pp. 82-89.

RIOTTO, Maurizio, Traduit de l'italien par GOLDBERG, Abraham, « La péninsule coréenne et son avenir », *Outre-Terre* 2014/2 (N° 39), pp. 179-196.

고유환 (GO, Yuhwan), 북한 핵보유 요인에 관한 역사-구조적 접근 (Historical-structural approach on the North Korea's Nuclear Ambitions), *North korean studies review*, Vol.20 No.120126, pp. 63-88.

김재천(KIM, Jae Chun), 4차 북한 핵실험과 전략적 인내의 종언 : 미국의 대북전책 전략 분석(4<sup>th</sup> Nuclear Test of North Korea and the End of Strategic Patience : Tracing the US Policy Change toward the North Korea), *통일정책연구* 제25권 제1호, 2016.6, pp. 1-23.

김준형 (KIM, Joon Hyung), 아베 정부의 안보정책 전환과 미국의 재균형전략 (*Abe's Foreign Policy Change and US' Rebalancing Strategy –Focusing on the Trilateral relations among the US, Japan and Korea*), *아세아연구 통권* 162호, 2015.12, pp. 42-71.

정재욱 (JUNG, Jae wook), 탈 냉전기 북한의 군사도발 결정 매커니즘 고찰- 신고전적 현실주의 분석틀을 중심으로-(Study on the Decision-making Mechanism of North Korea's Military provocation since post-cold war), *사회과학연구* 39권2호(2015), pp. 315-353.

### Sources en ligne

CHANLETT-AVERY, Emma, “CRS Report for Congress. North Korean Supporters in Japan: Issues for U.S. Policy”. In *The National Committee on North Korea*. En ligne : [http://www.ncnk.org/resources/publications/CRS\\_Chosen\\_Soren\\_2003\\_RL32137.pdf](http://www.ncnk.org/resources/publications/CRS_Chosen_Soren_2003_RL32137.pdf)

« Corées : Le Site industriel de Kaesong, un poumon économique pour la péninsule », in *L'express* (4 avril 2013). En ligne : [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/asia/corees-le-site-industriel-de-kaesong-un-poumon-economique-pour-la-peninsule\\_1237373.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/asia/corees-le-site-industriel-de-kaesong-un-poumon-economique-pour-la-peninsule_1237373.html)

“Discrimination Against Koreans in Japan: Japan’s Violation of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination”, *Lawyers Association of Zainichi Koreans (LAZAK) Shadow Report to the 7<sup>th</sup>-9<sup>th</sup> Periodic Reports of Japan*, 85<sup>th</sup> Session of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Geneva, 11-29 August 2014. En ligne : [http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CERD/Shared%20Documents/JPN/INT\\_CERD\\_NG\\_O\\_JPN\\_17768\\_E.pdf](http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CERD/Shared%20Documents/JPN/INT_CERD_NG_O_JPN_17768_E.pdf)

« La Corée du Nord et le nucléaire : les étapes clés ». In *L'Obs* (6 janvier 2016). En ligne : <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20160106.AFP2041/la-coree-du-nord-et-le-nucleaire-les-etapes-cles.html>

“General Association of Korean Residents in Japan (Chosen Soren)”. In *GlobalSecurity.org*. En ligne : [http://www.globalsecurity.org/intell/world/dprk/chosen\\_soren.htm](http://www.globalsecurity.org/intell/world/dprk/chosen_soren.htm)

WALL, David, « North Korea and the 'six-party talks': a road to nowhere », In *Opendemocracy.com*. En ligne : <https://www.opendemocracy.net/globalization-institutions-government/northkorea-3445.jsp>

김정은원수님께서 하신 신년사 (2016.1.1) (Vœux de Kim Jong Eun pour le nouvel an 2016). In *Youtube*. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=90lShBu7-Lk>.

북한 2017년 김정은 육성 신년사 분석 : 새로운 언어와 이미지의 시도, 그러나 계속되는 고민 (Analyse des vœux de Kim Jong Eun pour le nouvel an 2017 : la tentative d'élaboration d'un nouveaux vocabulaire et d'une nouvelle image, mais une inquiétude persistante), *The Asan institute for policy studies*. En ligne : <http://www.asaninst.org/contents/%EB%B6%81%ED%95%9C-2017%EB%85%84-%EA%B9%80%EC%A0%95%EC%9D%80-%EC%9C%A1%EC%84%B1-%EC%8B%A0%EB%85%84%EC%82%AC-%EB%B6%84%EC%84%9D-%EC%83%88%EB%A1%9C%EC%9A%B4-%EC%96%B8%EC%96%B4%EC%99%80-%EC%9D%B4/>

*ASIA FOCUS #25*

**ENTRE CULTURE ET PERCEPTIONS :**  
**Interpréter la menace nord-coréenne au prisme de l'idéologie**  
**PAR CHRISTELLE CALMELS, KIM YE-JIN ET NATACHA WAGNER**  
ÉTUDIANTES À SCIENCES PO PARIS, CERI

Christelle Calmels, Kim Ye-Jin et Natacha Wagner sont étudiantes en Master 2 à l'école doctorale de Science Politique, mention Relations Internationales à Sciences Po Paris.

AVRIL 2017

*ASIA FOCUS*

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.  
[courmont@iris-france.org](mailto:courmont@iris-france.org) – [emmanuel.lincot@gmail.com](mailto:emmanuel.lincot@gmail.com)

**PROGRAMME ASIE**

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille  
[courmont@iris-france.org](mailto:courmont@iris-france.org)

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES  
2 bis rue Mercoeur  
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

@InstitutIRIS

[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)